



Minister for
International Trade

Ministre du
Commerce extérieur

COMMUNIQUÉ

Nº 078

Le 27 avril 1987

LE CANADA PERSUADE SES PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX
DE S'ENTENDRE POUR DONNER LA PRIORITE A L'AGRICULTURE
DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL

Un mouvement de plus en plus fort se dessine en vue de régler la crise du commerce agricole causée par la guerre des subventions à l'exportation et d'autres barrières commerciales appliquées aux produits agricoles. Les quatre ministres du Commerce qui assistaient à la réunion quadrilatérale de Tokyo, du 24 au 26 avril, ont indiqué leur intention de discuter de la réforme agricole lors de la réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui se tiendra à Paris les 12 et 13 mai.

La question a été soulevée à la réunion par l'honorable Pat Carney, ministre du Commerce extérieur, après des négociations avec le ministre japonais du Commerce et de l'Industrie, M. Hajime Tamura, en vue de mettre l'agriculture à l'ordre du jour. Le Canada a proposé cinq principes pour faire face aux distorsions que connaît le commerce agricole international lors de la réunion du mois de mars des ministres du Commerce à Taupo, en Nouvelle-Zélande.

Selon les principes canadiens, les politiques agricoles devraient être conçues de façon à ne pas nuire au commerce international. À cette fin, il faudrait progressivement:

.../2

Canada

1. ajuster les politiques agricoles en fonction des lois du marché;
2. éviter que le soutien apporté au secteur agricole n'encourage la production, c'est-à-dire soutenir les fermiers et non pas la production agricole;
3. geler et chercher à réduire les mesures d'aide gouvernementale qui faussent les cours mondiaux;
4. éviter d'imposer de nouvelles barrières à l'importation qui ne soient pas prévues par la législation actuelle;
5. mettre en oeuvre ces principes fondamentaux selon une approche collective.

M. Willy De Clercq des Communautés européennes a formulé une approche similaire à la position adoptée par le Canada à Taupo. M^{me} Carney a déclaré à ce sujet: "Il est encourageant de constater que les Communautés européennes ont parcouru un long chemin pour reconnaître que la réforme agricole doit être abordée de façon positive et collective au sein de l'OCDE et au Sommet."

Les États-Unis et le Japon ont également indiqué leur intention de s'attaquer à la crise de l'agriculture dans le cadre de l'OCDE et du Sommet.

L'engagement du Canada à l'égard d'un progrès rapide des questions agricoles a été démontré l'an dernier par le premier ministre Brian Mulroney qui a porté l'affaire à l'attention internationale lors du Sommet de Tokyo.

En outre, l'initiative du Canada d'accueillir le Groupe de Cairns des exportateurs agricoles loyaux à Ottawa du 21 au 23 mai prochain, à mi-chemin entre la réunion ministérielle de l'OCDE et le Sommet de Venise, reflète le rôle de premier plan que le Canada se donne dans la recherche de solutions à la grave situation du commerce agricole.

"Nous nous réunissons tous les quatre en une période de grande tension internationale", a déclaré M^{me} Carney. "Le monde a besoin de voir que nous avons la volonté politique de faire face à ces problèmes. La réunion de l'OCDE et le Sommet sont des occasions de montrer au monde que nous nous attaquons à ces problèmes dans le cadre du GATT."

M^{me} Carney a rencontré M. Tamura séparément pour passer en revue les relations bilatérales Canada-Japon. Ils ont discuté du tarif douanier japonais imposé au bois d'épinette, de pin et de sapin qui a été réduit de 10 % à 8 % le 1^{er} avril. M^{me} Carney a fait remarquer que ce tarif place encore les exportateurs de bois canadien dans une position désavantageuse par rapport aux livraisons de bois de pruche séché au four (en provenance principalement des États-Unis) qui arrivent en franchise sur le marché japonais. On lui a donné l'assurance que les autorités japonaises réétudieraient la situation.

Au sujet du charbon, le ministre a rappelé que le Canada attend des importateurs japonais qu'ils respectent leurs engagements concernant le prix et le volume prévus en rappelant que le Canada avait fait d'importants investissements dans l'infrastructure ferroviaire et portuaire sur la base des engagements japonais.

M^{me} Carney a remercié M. Tamura pour sa lettre du mois de mars l'informant qu'un projet de loi avait été déposé à la Diète en vue de modifier le code du bâtiment du Japon de manière à permettre l'utilisation du bois dans la construction de maisons de ville à trois étages. Il l'a assurée que les modifications devraient être adoptées vers la fin de la présente session de la Diète.

Rappelant sa visite au Japon en novembre 1986, le ministre a également demandé qu'on modifie le code de manière à inclure les maisons de rapport. Cette disposition stimulerait de façon significative les achats de bois canadien 2 X 4 pour ce secteur en rapide croissance du marché japonais de l'habitation.

M. Tamura a promis à M^{me} Carney de discuter de ces questions avec le premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone au cours d'une réunion prévue aujourd'hui.